

Traverses n°54 –

Faire converger les solidarités, agir à l'international et en France face aux enjeux communs

Thématique : Comment le contexte actuel (politique, instrumentalisation de l'aide, en France et en Europe) et ce qu'on fait à l'international interroge et peut faire évoluer nos pratiques (et actions) sur nos territoires en France

NOTE DE CADRAGE

24 février 2025

CONTEXTE

Les 16 membres du Groupe initiatives sont des organisations de droit français et ont en France tout ou partie de leurs équipes siége (dont la moitié en « régions »), mais aussi :

- Des membres, des bénévoles et des donateurs (individuels, fondations, collectivités ou entreprises) ainsi que des partenaires de co-opération ;
- Pour certaines, des activités spécifiques en France : sectorielles (agriculture durable et gestion des ressources naturelles, développement local, climat-énergie, filières socio-économiques et entrepreneuriat...), avec les migrants dans un « double-espace » de coopération original (pays de départ et d'arrivée), d'ECSI et de mobilisation solidaire (éducation populaire), de plaidoyer (climat, migrations, commerce équitable...).

Nos organisations ont donc **un ancrage en France, même si leurs actions sur le territoire national sont de nature, proportions et quantités variables**, leurs activités étant mises en place en fonction de l'histoire propre à chacune et de leurs liens avec les territoires dans lesquels elles s'insèrent.

Pour certaines, les activités « terrain » en France ont existé dès leur création (Ciedel, CRAterre, Geres, Grdr).

Par ailleurs, le contexte mondial dans lequel nos OSI interviennent est marqué par des relations internationales en plein bouleversement, que nous résumons de la manière suivante :

- Des contextes d'intervention en déséquilibre constant, et des systèmes internes et transnationaux en mouvement, qui induisent des changements d'action ou de réaction de nos organisations face à la multiplication des vulnérabilités des populations : sécuritaires, économiques, environnementales, sociales.
- Des adaptations s'opèrent par de nouvelles façons d'agir, de produire, de s'organiser, auxquelles contribuent les OSI, y compris en France. Ces pratiques constituent autant de leviers à explorer, notamment dans le but de répondre aux ODD : cadre universel de cibles et d'indicateurs qui favorise la lecture et l'action autour d'enjeux communs et de défis partagés.
- Le questionnement et la redéfinition des mécanismes partenariaux entre la France, l'Europe et les pays dans lesquels nous intervenons, entraînent des bouleversements de part et d'autre avec des évolutions qui traversent les organisations de coopération internationale : remise en question de la terminologie d'action, évolution de la gouvernance des OSI, principe d'universalité du développement durable (ODD).
- Les jeunes sont au cœur de ces évolutions. Elles sont particulièrement touchées par les crises et conflits mondiaux, et également en quête d'un engagement réel en tant qu'actrices dans la construction d'un avenir favorable à leur épanouissement.
- Enfin, en France et en Europe, la solidarité internationale et l'aide au développement sont questionnées et de plus en plus instrumentalisées par les pouvoirs politiques à des fins transactionnelles d'intérêts économiques, diplomatiques et migratoires en contradiction avec l'esprit de la Loi LOP/DSI en 2021. Elles font l'objet de coupes budgétaires drastiques qui mettent en péril certaines des actions menées par nos ONGs et nos partenaires des sociétés civiles, dans les pays où nous coopérons. Ces freins à nos actions dans le monde sont accompagnés par l'émergence d'enjeux identifiés en France auxquels nos structures pourraient également répondre, notamment en mobilisant des savoir-faire et des expertises acquis... à l'international !

OBJECTIFS

Au vu de l'évolution généralisée des contextes, nationaux et mondial, sur les plans socio-économique, géopolitique, sécuritaire et environnemental, l'objectif de ce 54ème Traverses est de **continuer à questionner le positionnement et l'action en France (et en Europe) en approfondissant notre réflexion sur les articulations à construire entre les solidarités nationales et internationales.**

Les objectifs de ce Traverses impliquent les réflexions suivantes :

- Repenser l'action ici en s'appuyant sur ce qui est déjà développé là-bas
- Identifier des complémentarités entre les territoires et entre les acteurs.
- Questionner nos modèles d'intervention et d'articulation des actions en France et à l'international.

QUESTIONNEMENTS

À l'heure où nos ONG de développement sont impactées par l'évolution des politiques française et européenne, et par le regard, tant du politique que du citoyen, sur la solidarité internationale et l'aide au développement, des questionnements s'ouvrent en partant de notre identité commune d'ONG de solidarité internationale, de professionnels du développement porteurs d'une expertise associative de terrain, y compris en France : l'universalité des ODD nous conduit à **vouloir faire converger les solidarités (territoires, organisations, réseaux, thématiques), sans pour autant être outillé ni même financé pour ce faire.**

QUESTION PRINCIPALE : Comment le contexte actuel et ce qu'on fait à l'international interroge et peut faire évoluer nos pratiques et actions sur nos territoires en France ?

QUESTIONS SPECIFIQUES

POSITIONNEMENT

1. Comment se positionne-t-on comme acteur sur notre territoire de vie en France ? Quelles sont nos histoires et nos géographies respectives, nos centres d'intérêts et nos pratiques d'implantation en France ?
2. Quel peut être l'engagement de nos organisations en France soit dans l'action de développement sur nos territoires d'intervention, soit sur la mobilisation de la jeunesse, sur les changements climatiques, sur l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, ou encore dans les domaines du plaidoyer-influence... ?
3. Quelles actions nos organisations ont-elles simultanément à l'international et en France ? Comment articulent-elles leurs activités ? Quelles pratiques de coopération originales souligner ? Quels acteurs mettre en liens ? Quels moyens mobiliser ?
4. Pourquoi et comment le Gi et ses membres peuvent fédérer et créer des alliances pour renouveler les liens de solidarités et les pratiques de coopérations autour des ODD ? Est-ce pertinent de s'allier à des réseaux existants ? [Dans le sens de renforcer des approches ou actions de réseaux existant et agissant en France].

ADAPTATION DES PRATIQUES

1. Quelle approche en France pour ceux qui travaillent également ici : quels blocages rencontrent ces organisations pour universaliser les enjeux sur lesquels elles travaillent à l'international ?

2. Quelles peuvent être les plus-values de nos pratiques à l'international, sur nos territoires nationaux ?
3. Comment avancer en termes de pratiques, de modalités d'intervention pour articuler les solidarités nationales et internationales ? Quels types de financement existent/seraient à mettre en place, sont mobilisables ? Quels modèles économiques pour agir sur le territoire français ?

IMPACTS DES ACTIONS

1. Comment identifier les enjeux communs, quels outils d'analyse utiliser, quels critères de suivi-évaluation et d'impacts ?
2. Comment prendre les ODD en compte de manière effective : lutte contre la pauvreté et les inégalités en parallèle d'une transition écologique et d'une préservation de la biodiversité, prise en compte des enjeux sur la jeunesse et le genre, ainsi que les effets du changement climatique.

METHODE

Afin de répondre à ces différentes questions et d'en débattre entre nous et avec des personnes ressources extérieures pouvant nous apporter des éclairages pertinents et/ou des analyses selon d'autres angles de vue, il est proposé de procéder en suivant ces étapes :

1. Comprendre les motivations qui ont conduit les membres du Gi à mener des activités en France/Europe ? (cf. Histoire et fondements de la mission associative ; Statuts ; Dates du démarrage d'actions en France; Géographie ; Thématique/Secteur d'activités)
2. Recenser des actions des membres qui permettent d'explorer les différents questionnements identifiés et repérer des expériences réussies en termes d'approches et de pratiques à l'international et en France. Celles-ci se répartissent dans différentes catégories : la vie associative, les actions sur le terrain, le plaidoyer, l'ECSI, ...
3. Quelles actions coordonnées, complémentaires ou simultanées ont (ou non) nos organisations en France et à l'international pour répondre à l'universalité des OOD ?
4. Identifier, participer et/ou s'inspirer de travaux conduits par d'autres réseaux, personnes ressources, nouveaux partenaires agissant sur les territoires en France tels que : Coordination SUD (travail sur le narratif sur le développement) et ONGlab (étude Kayros sur la repolarisation du monde), CFSI (programme CAAC), Réseaux d'ECSI, Le Rameau, Marc Lévy (cf livre : Faut-il aider les autres ? Repenser la solidarité pour la renouveler, L'Harmattan,2023)

Résultats communiqués 1 : Fiches des organisations membres et synthèse d'analyse en vue de la préparation des grilles d'analyse et sélection des études de cas

1. Choisir et réaliser des études de cas (projets / actions) au regard des questionnements.
2. Retracer le séquençage des projets ciblés en faisant ressortir les objectifs poursuivis, les modalités mises en œuvre, les alliances créées ici et là-bas, les compétences mobilisées, les grilles de lecture des indicateurs de suivi-évaluation voire d'impacts croisés, etc.

Résultats communiqués 2 : Fiches projet qui permettront d'identifier des enjeux communs, des leviers de coopération, des pratiques spécifiques à mettre en valeur, des indicateurs de suivi et d'évaluation si possible d'impacts.

- Inviter des acteurs extérieurs et des personnes ressources (CFSI, Engagé-e-s et déterminé-e-s ...) à des COPIL
- Mettre ces études de cas en débat au cours d'une journée d'étude ouverte à différents acteurs qui interviennent dans le champ des coopérations internationales

LIVRABLES

1/ Un Traverses reprenant ces étapes et les conclusions de la journée d'étude où apparaîtront des constats et des recommandations

2/ rédaction d'une note de positionnement

FAISABILITE

- Comité de pilotage : 7 organisations : Ciedel, Grdr, ID, CRAterre, AVSF, Geres, Iram.
- Organisations cheffes de file : *Grdr chef de file et CRAterre co-chef de file*
- Calendrier envisageable : Journée d'Etude en juin 2025, publication en novembre 2025.